

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202166]

14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre XII/2 du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge sont assurés par une autorité publique étrangère

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 283, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 février 2014 et 15 mai 2014 et par le décret du 3 décembre 2015 et 285, modifié par le décret du 3 décembre 2015;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 1^{er} octobre 2018 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité de Branche Handicap, donné le 22 novembre 2018;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone instauré par l'accord-de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aides aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, donné le 7 décembre 2018;

Vu l'avis 65.122/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des Personnes Handicapées, donné le 22 novembre 2018;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 1369/15, alinéa 1^{er}, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, est complété par le 6^o, rédigé comme suit :

« 6^o tout plan de l'établissement à l'échelle, indiquant pour ses différents niveaux les voies d'accès de communications internes, la destination des locaux ainsi que, le cas échéant, le nombre de lits par chambre. ».

Art. 3. L'article 1369/20 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1369/20. Toute demande de modification d'agrément est accompagnée des documents actualisés visés à l'article 1369/15, 4^o à 6^o. En cas de changement de site, la demande est accompagnée des documents actualisés visés à l'article 1369/10, 2^o et 3^o. ».

Art. 4. Dans l'article 1369/31, alinéa 2, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/31 » sont remplacés par les mots « 1369/30 ».

Art. 5. Dans l'article 1369/32, alinéa 2, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/85 » sont remplacés par les mots « 1369/83 ».

Art. 6. Dans l'article 1369/41, alinéa 4, 1^o, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/39, § 3 » sont remplacés par les mots « 1369/38, § 3 ».

Art. 7. L'article 1369/58 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1369/58. En cas de changement de direction, les titres, certificat de bonne vie et mœurs et délégation de pouvoir écrite, sont transmis spontanément à l'Agence. ».

Art. 8. Dans l'article 1369/59 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « 1369/56 » sont chaque fois remplacés par les mots « 1369/54 »;

2^o les mots « 1369/57, 1^o » sont remplacés par les mots « 1369/55, 1^o ».

Art. 9. Dans l'article 1369/64 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/63 » sont remplacés par les mots « 1369/61 ».

Art. 10. Dans l'article 1369/67 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/68 » sont remplacés par les mots « 1369/66 ».

Art. 11. Dans l'article 1369/68, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/32 » sont remplacés par les mots « 1369/31 ».

Art. 12. Dans l'article 1369/79 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « 1369/78, § 3 et § 4 » sont remplacés par les mots « 1369/76, §§ 3 et 4 »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 1^o est abrogé;

3^o au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « le Comité de gestion » sont remplacés par les mots « l'Agence ».

Art. 13. Dans l'article 1369/86 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 3, les mots « 1369/77 » sont remplacés par les mots « 1369/75 »;

2^o au paragraphe 3, les mots « du 1^{er} janvier 2017 » sont remplacés par les mots « d'entrée en vigueur du présent arrêté »;

3^o au paragraphe 4, les mots « 1369/77 » sont remplacés par les mots « 1369/75 ».

Art. 14. Dans l'intitulé de l'annexe 117/1 du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/31 » sont remplacés par les mots « 1369/30 ».

Art. 15. Dans le même Code, l'annexe 117/2, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 16. Dans l'intitulé de l'annexe 117/3 du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/32 » sont remplacés par les mots « 1369/31 ».

Art. 17. Dans l'intitulé de l'annexe 117/4 du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/35 » sont remplacés par les mots « 1369/33 ».

Art. 18. Dans le même Code, l'annexe 117/5, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 19. Dans l'intitulé de l'annexe 117/6 du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/63 » sont remplacés par les mots « 1369/61 ».

Art. 20. Dans le même Code, l'annexe 117/7 insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 21. Dans l'intitulé de l'annexe 117/8 du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les mots « 1369/78 » sont remplacés par les mots « 1369/75 ».

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur trente jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Ministre qui a la Politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Annexe 1

Annexe 117/2 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Règlement d'ordre intérieur, visé à l'article 1369/10 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Principes généraux

Le règlement d'ordre intérieur est applicable au personnel du service et à ses usagers.

Préalablement à la signature de la convention d'accueil visée à l'article 1369/34 le ROI est remis à la personne ou à son représentant légal s'il échet.

Le ROI est communiqué à la signature du contrat de travail de chaque membre du personnel.

Toute modification au ROI est communiquée au personnel, aux usagers ou à leurs représentants légaux s'il échet.

Mentions à faire figurer au Règlement d'ordre intérieur

- l'identification exacte (dénomination, siège, forme juridique) du service et la mention de la date de l'agrément;
- les objectifs du service et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des bénéficiaires à accueillir ou à héberger;

- description des moyens mis à disposition pour favoriser la communication et l'échange avec les proches (ex : skype, webcam, internet etc,...);

- le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des personnes en situation de handicap telles que l'âge, le sexe, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;

- Les conditions et circonstances de résiliation pour chaque partie contractante, pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne du service, la durée du préavis qui ne peut être inférieur à trois mois sauf accord du représentant légal s'il échet ou sauf s'il existe un péril grave pour les autres usagers du service ou membres de son personnel;

- les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement dans le respect des normes énoncées aux articles 1369/46, 1369/84 et 1369/85;

- les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service préalablement à toute admission d'une personne en situation de handicap. Cette police d'assurance doit couvrir au minimum :

- la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre pour tout dommage survenu à un bénéficiaire ou causé par celui-ci. L'assurance doit préciser que le bénéficiaire garde la qualité de tiers et couvrir les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.478.935,25 euros pour les dommages corporels et de 247.893,52 euros pour les dommages matériels, par sinistre;

- tout dommage causé par une personne en situation de handicap qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant son séjour.

- l'existence d'une convention d'accueil entre le service et la personne ou son représentant légal s'il échet, définissant les droits et obligations mutuelles des parties;

- Les modalités de mise en œuvre du Conseil des usagers telles qu'elles sont définies à l'article 1369/44.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge sont assurés par une autorité publique étrangère.

Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Annexe 2

« Annexe 117/5 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Mentions à faire figurer dans la convention d'accueil visée à l'article 1369/34 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

- l'identité des parties avec mention du domicile, de la nationalité et de la date de naissance de la personne;
- l'identification exacte du service reprenant sa dénomination, l'adresse du siège social, sa forme juridique et le nom de son représentant légal;
- le fait que le règlement d'ordre intérieur annexé fait partie intégrante de la convention d'accueil
- les objectifs généraux poursuivis par le service et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des usagers à accompagner, accueillir ou héberger;
- le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des usagers telles que l'âge, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;
- les droits et obligations mutuels de la personne ou de son représentant légal s'il échet et du service;
- les besoins exprimés par la personne ou son représentant légal s'il échet et ses proches;
- les jours et heures d'ouverture du service;
- l'offre de prestations qui répond au mieux aux besoins exprimés par le usager ou son représentant légal s'il échet et ses proches. L'offre est déclinée sur les différents aspects de la vie de la personne notamment en matière d'alimentation, de soins de santé, d'hygiène, de suivi, d'activités et d'encadrement;
- une mention explicite précisant que la personne et/ou sa famille seront invités à participer au projet personnalisé et à ses évaluations;
- Les modalités de collaboration et de communication avec les familles, notamment dans le cadre du projet personnalisé;
- le montant de la participation financière éventuelle;
- la personne physique ou morale qui répond du paiement et de son mode de règlement;
- Les modalités de la protection de la personne quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- la durée de validité de la convention et les modalités de résiliation de la convention qui seraient complémentaires à celles prévues au ROI;
- la procédure de gestion interne des doléances ainsi le nom du référent-satisfaction désigné en application de l'article 1369/46 ainsi que l'adresse de l'Agence à laquelle la personne, son représentant légal et sa famille peut adresser toute critique, plainte ou réclamation;
- le principe du respect du libre choix du médecin par la personne ou son représentant légal s'il échet;
- les modalités de l'accès du service pour la famille, les amis et les proches dont la présence est demandée par la personne ou son représentant légal s'il échet;
- la garantie offerte à la personne du respect de sa vie privée, de ses convictions idéologiques, philosophiques et religieuses, ainsi que des bonnes mœurs et des convenances;
- la garantie pour la personne ou son représentant légal s'il échet d'être informé de façon complète, exacte et en temps utile sur toutes les questions touchant son accueil ou son hébergement ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge sont assurés par une autorité publique étrangère.

Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Annexe 3

« Annexe 117/7 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

<p>Définition des fonctions et qualifications du personnel non éducatif visées à l'article 1369/65 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé</p>
--

Commis

Les porteurs d'un des titres suivants:

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique);
- brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'État.

Commis-sténodactylographe

- Les porteurs d'un titre requis pour la fonction de commis et un certificat ou diplôme attestant de la connaissance de la sténodactylographie.

Rédacteur

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

Econome

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la formation de rédacteur.

-

Comptable 2e classe

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable 1re classe

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

- Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Personnel de gestion

- Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Personnel médical

- Médecin généraliste

- Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.

- Médecin spécialiste

- Les porteurs d'un titre de qualification requis pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécification requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.

Personnel ouvrier catégorie I

- Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie II

- Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans le service.

Personnel ouvrier catégorie III

- Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Personnel ouvrier catégorie IV

- Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école ou un établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.

Personnel ouvrier catégorie V

- Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.

- Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

- Copiste (Braille) 2e classe

- Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

- Copiste (Braille) 1re classe

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

L'ensemble des diplômes requis sur base de la présente annexe peuvent être des diplômes équivalents délivrés dans un autre état membre de l'Union européenne. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge sont assurés par une autorité publique étrangère.

Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202166]

14 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van de Titel XII/2 van Boek V van het tweede deel van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikelen 283, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 februari 2014 en 15 mei 2014 en bij het decreet van 3 december 2015, en 285, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het rapport van 1 oktober 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het branchecomité "Handicap", gegeven op 22 november 2018;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan ingesteld bij het kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn, gegeven op 7 december 2018;

Gelet op het advies nr. 65.122/4 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven op 22 november 2018;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 1369/15, eerste lid, van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt :

« 6° elk plan op schaal van de inrichting met, voor elke verdieping, de binnengangen, de bestemming van de lokalen, alsook, in voorkomend geval, het aantal bedden per kamer. ».

Art. 3. Artikel 1369/20 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, wordt vervangen als volgt:

« Art. 1369/20. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning gaat vergezeld van de bijgewerkte documenten bedoeld in artikel 1369/15, 4° tot 6°. In geval van wijziging van site gaat de aanvraag vergezeld van de bijgewerkte documenten bedoeld in artikel 1369/10, 2° en 3°. ».

Art. 4. In artikel 1369/31, lid 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/31 » vervangen door de woorden « 1369/30 ».

Art. 5. In artikel 1369/32, lid 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/85 » vervangen door de woorden « 1369/83 ».

Art. 6. In artikel 1369/41, lid 4, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/39, § 3 » vervangen door de bewoordingen « 1369/38, § 3 ».

Art. 7. Artikel 1369/58 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, wordt vervangen als volgt:

« Art. 1369/58. In het geval van verandering van directie worden de titels, het getuigschrift van goed zedelijk gedrag en de geschreven overdracht van bevoegdheid spontaan aan het Agentschap overgemaakt. ».

Art. 8. In artikel 1369/59 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 1369/56 » worden telkens vervangen door de woorden « 1369/54 »;

2° de woorden « 1369/57, 1° » worden vervangen door de woorden « 1369/55, 1° ».

Art. 9. In artikel 1369/64 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/63 » vervangen door de woorden « 1369/61 ».

Art. 10. In artikel 1369/67 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/68 » vervangen door de woorden « 1369/66 ».

Art. 11. In artikel 1369/68, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/32 » vervangen door de woorden « 1369/31 ».

Art. 12. In artikel 1369/79 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, lid 1, worden de woorden « 1369/78, § 3 en § 4 » vervangen door de woorden « 1369/76, §§ 3 en 4 »;

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt punt 1° opgeheven;

3° in paragraaf 3, lid 2, worden de woorden « het Beheerscomité » vervangen door de woorden « het Agentschap ».

Art. 13. In artikel 1369/86 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, worden de woorden « 1369/77 » vervangen door de bewoordingen « 1369/75 »;

2° in paragraaf 3 worden de woorden « 1 januari 2017 » vervangen door de woorden « de datum van inwerkingtreding van dit besluit »;

3° in paragraaf 4 worden de woorden « 1369/77 » vervangen door de bewoordingen « 1369/75 ».

Art. 14. In het opschrift van bijlage 117/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/31 » vervangen door de woorden « 1369/30 ».

Art. 15. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 117/2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, vervangen door een bijlage 1 dat bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 16. In het opschrift van bijlage 117/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/32 » vervangen door de woorden « 1369/31 ».

Art. 17. In het opschrift van bijlage 117/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/35 » vervangen door de woorden « 1369/33 ».

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 117/5, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, vervangen door een bijlage 2 dat bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 19. In het opschrift van bijlage 117/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de woorden « 1369/63 » vervangen door de woorden « 1369/61 ».

Art. 20. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 117/7, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, vervangen door een bijlage 3 dat bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 21. In het opschrift van bijlage 117/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de bewoordingen « 1369/78 » vervangen door de bewoordingen « 1369/75 ».

Art. 22. Dit besluit treedt in werking dertig dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 23. De Minister die bevoegd is voor het Gehandicaptenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 1

Bijlage 117/2 bij het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en gezondheid

Het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 1369/10 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Algemene beginselen

Het huishoudelijk reglement is van toepassing op het personeel van de dienst en op zijn gebruikers.

Vóór de ondertekening van de opvangovereenkomst bedoeld in artikel 1369/34 wordt het huishoudelijk reglement overhandigd aan de persoon of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval.

Het huishoudelijk reglement wordt bij de ondertekening van de arbeidsovereenkomst van elk personeelslid meegedeeld.

Elke wijziging van het huishoudelijk reglement wordt meegedeeld aan het personeel, aan de gebruikers of aan hun wettelijke vertegenwoordigers in voorkomend geval.

Verplichte inhoud huishoudelijk reglement

- de nauwkeurige identificatie (benaming, zetel, rechtsvorm) van de dienst en de vermelding van de erkenningsdatum;

- de doelstellingen van de dienst en het geheel van de diensten die hij verleent, met een algemene beschrijving van de op te vangen of te huisvesten begunstigden;

- de omschrijving van de middelen die ter beschikking worden gesteld om de communicatie en de uitwisseling met de naasten te bevorderen (vb: skype, webcam, internet, enz...); in voorkomend geval, de bijzondere opvangvoorwaarden, met name die in verband met de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gehandicapte personen zoals leeftijd, geslacht, al dan niet bijkomende handicaps;

- de opzegvoorwaarden en omstandigheden voor elke ondertekenende partij, die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntering of het ontslag van de persoon uit de dienst, de duur van de vooropzeg die niet kleiner dan drie maanden mag zijn behoudens akkoord van de wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval of behalve als er een ernstig gevaar bestaat voor de andere gebruikers van de dienst of leden van zijn personeel;

- de wijze waarop eventuele bezwaren, suggesties en opmerkingen moeten worden ingediend en behandeld met inachtneming van de normen opgesomd in de artikelen 1369/46, 1369/84 en 1369/85;
- de risico's gedekt door de verzekeringspolissen die door de dienst zijn gesloten vóór elke opvang van een gehandicapte persoon. Deze verzekeringspolis moet minstens het volgende dekken :
 - de wettelijke aansprakelijkheid van de dienst of die van de personen voor wie hij aansprakelijk is indien de begunstigde schade lijdt of veroorzaakt. De polis vermeldt dat de begunstigde de hoedanigheid van derde behoudt en, per schadegeval, alle schade dekt tot minimum 2.478.935,25 euro voor lichamelijke schade en 247.893,52 euro voor materiële schade.
 - elke schade veroorzaakt door een gehandicapte persoon die niet op rekening van zijn civiele aansprakelijkheid gebracht zou kunnen worden of elke schade die hem tijdens de begeleiding zou zijn toegebracht.
 - het bestaan van een opvangovereenkomst tussen de dienst en de persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval, tot bepaling van de wederzijdse rechten en verplichtingen van de partijen;
 - de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de Raad van gebruikers zoals bepaald in artikel 1369/44.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2019 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 2

« Bijlage 117/5 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Te vermelden in de opvangovereenkomst bedoeld in artikel 1369/34 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

- de identiteit van de partijen met vermelding van de woonplaats, de nationaliteit en de geboortedatum van de persoon;
- de nauwkeurige identificatie van de dienst met zijn benaming, het adres van de maatschappelijke zetel, de rechtsvorm en de naam van zijn wettelijke vertegenwoordiger;
- het feit dat het gevoegd huishoudelijk reglement noodzakelijk deel uitmaakt van de opvangovereenkomst
- de algemene doelstellingen nagestreefd door de dienst en het geheel van de door hem verleende diensten, met een globale beschrijving van de te begeleiden, op te vangen of te huisvesten gebruikers;
- in voorkomend geval, de bijzondere toelatingsvoorwaarden, met name die betreffende de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gebruikers zoals leeftijd, bijkomende handicaps of de uitsluiting hiervan;
- de wederzijdse rechten en verplichtingen van de persoon of van zijn wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval en van de dienst;
- de behoeften geuit door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval en zijn verwanten;
- de dagen en de uren waarop de dienst open is;
- het aanbod aan dienstverstrekkingen dat het best inspeelt op de behoeften geuit door de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval en zijn naasten; het aanbod wordt volledig ingesteld op de verschillende aspecten van het leven van de persoon, met name inzake voeding, gezondheidszorg, hygiëne, opvolging, activiteiten en begeleiding;
- een uitdrukkelijke melding waarin de persoon en/of zijn gezin zullen worden uitgenodigd om deel te nemen aan het gepersonaliseerd project en de evaluaties ervan;
- de modaliteiten inzake de samenwerking en de communicatie met de gezinnen, in het bijzonder in het kader van het gepersonaliseerd project;
- het bedrag van de eventuele financiële bijdrage;
- de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die instaat voor de betaling en voor de manier waarop de betaling wordt geregeld;
- de modaliteiten voor de bescherming van de persoon wat betreft het in bewaring geven van de goederen, garanties en waarden die aan de directie worden toevertrouwd, alsook de modaliteiten voor het eventuele beheer ervan;
- de geldigheidsduur van de overeenkomst en de modaliteiten voor de verbreking van de overeenkomst ter aanvulling van die bepaald in het huishoudelijk reglement;
- de procedure voor het interne beheer van klachten alsook de naam van de aangewezen referentieambtenaar tevredenheid overeenkomstig artikel 1369/46 alsook het adres van het Agentschap waaraan de persoon, zijn wettelijke vertegenwoordiger of zijn gezin opmerkingen, klachten of bezwaren kan richten;
- het beginsel van de eerbied voor de vrije keuze van de huisarts door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval;

- de modaliteiten betreffende de toegang tot de dienst door het gezin, de vrienden en naasten wier aanwezigheid wordt gevraagd door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval;
- het respect van de privacy van de persoon garanderen, alsook van zijn ideologische, filosofische en religieuze overtuigingen, en van het goed zedelijk gedrag;
- de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval het recht garanderen om uitvoerig, precies en op tijd ingelicht te worden over alle vraagstukken in verband met zijn opvang en zijn verblijf ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2019 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 3

“Bijlage 117/7 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Begripsomschrijving van de functies en kwalificaties van het niet-educatieve personeel bedoeld in artikel 1369/65 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Klerk

De houders van één van de volgende titels :

- einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindbrevet of -getuigschrift van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde vervolmakings- of specialisatiejaar in een afdeling « Travaux de bureau » (kantoorwerk), uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende instelling.

Klerk-stenotypist

- De houders van een vereiste titel voor de functie van klerk en een getuigschrift of diploma dat van stenotypiekennis getuigt.

Opsteller

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de opleiding aan de normale eisen van de functie beantwoordt.

Econoom

- De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de opleiding opsteller.

-

Boekhouder klasse II

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

Boekhouder klasse I

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met economische richting waarvan de kwalificatie aan de normale eisen van de functie beantwoordt.
- De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Beheerspersoneel

- Licentiaat met een economische, juridische, administratieve of informaticarichting

Medisch personeel

- Huisarts
- De houders van het diploma van dokter in de geneeskunde, chirurgie en bevalling.
- Geneesheer-specialist
- De houders van een kwalificatietitel vereist voor de uitoefening van de functie van huisarts alsook een specificatietitel vereist op grond van het advies uitgebracht door de Erkenningscommissie voor geneesheren-specialisten.

Arbeiderspersoneel categorie I

- Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalficeerde landarbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie II

- Wasvrouwen, laboratoriumarbeiders, strijksters, linnennaaiers, portiers, helpers van gekwalficeerde arbeider voorzover de dienst een gekwalficeerde arbeider telt.

Arbeiderspersoneel categorie III

- Gekwalficeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Arbeiderspersoneel categorie IV

- Gekwalificeerde arbeiders met een door een school of onderwijsinstelling uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter van sanitaire installaties, meubelmaker, schrijnwerker, elektriciens, kok.

Arbeiderspersoneel categorie V

- Arbeiders die beschikken over de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.

- Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticarichting

- De houders van het diploma dat die titel verleent.

- Kopiïst (braille) 2e klasse

- De houders van een diploma, getuigschrift of brevet dat toegang geeft tot de functie van klerk.

- Kopiïst (braille) 1ste klasse

- De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

Het geheel van de diploma's die op basis van deze bijlage vereist zijn, kunnen gelijkwaardige diploma's zijn die in een andere lidstaat van de Europese Unie uitgereikt zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2019 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202198]

28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la subvention globale destinée à couvrir les frais d'administration des caisses privées d'allocations familiales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, les articles 60, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, 61, §§ 1^{er} et 2, et 62;

Vu le rapport du 29 juin 2018 visé à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu l'avis du Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 28 août 2018;

Vu l'avis 65.117/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles visée à l'article 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé;

2^o les caisses privées : les caisses privées agréées en vertu de l'article 56 du décret du 8 février 2018;

3^o le décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales;

4^o la subvention globale : la subvention globale destinée à couvrir les frais d'administration des caisses privées d'allocations familiales, visée à l'article 60, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 8 février 2018;

5^o les prestations familiales : l'ensemble des avantages visés au titre III du décret du 8 février 2018;

6^o la part de marché : le montant des droits nets déclarés par une caisse privée sur le total du montant des droits nets déclarés par l'ensemble des caisses privées;

7^o le montant des droits nets déclarés par une caisse privée : le montant des droits déclarés par une caisse pour le paiement des prestations familiales déduit du montant des nouveaux indus déclarés sur une même période.